

## **ZIMBABWE**

### **Des centaines de personnes appréhendées dans le cadre d'une vague d'arrestations à caractère politique**

*Index AI : AFR 46/017/02*

« *Le gouvernement du Zimbabwe doit libérer immédiatement et sans condition plus de 400 personnes, des agents délégués au scrutin et des observateurs électoraux issus de la société civile pour la plupart, qui ont été arrêtées dans tout le pays, essentiellement lundi 11 mars, et placées en garde à vue à la suite de l'élection présidentielle du week-end dernier* », a déclaré ce jour (mardi 12 mars 2002) Amnesty International.

Les informations recueillies par l'organisation font état d'arrestations massives de centaines d'agents délégués au scrutin (chargés de surveiller le décompte des voix) appartenant au parti d'opposition *Movement for Democratic Change* (MDC, Mouvement pour le changement démocratique). Au nombre des personnes appréhendées figurent également des observateurs électoraux issus d'organisations représentatives de la société civile appartenant au *Zimbabwe Election Support Network* (ZESN, Réseau de soutien aux élections au Zimbabwe), auxquels le gouvernement n'avait pas accordé son habilitation. Un troisième groupe est composé d'individus accusés d'avoir tenté de voter une seconde fois.

Plusieurs sources œuvrant en faveur des droits humains au Zimbabwe ont indiqué que des policiers et des agents de la *Central Intelligence Organization* (CIO, Organisation centrale de renseignements) harcelaient et arrêtaient des observateurs du ZESN sur ordre de leurs supérieurs.

« *Nous sommes vivement préoccupés par la sécurité des personnes appréhendées, dans la mesure où les "disparitions" ainsi que les traitements cruels, inhumains et dégradants constituent des pratiques bien établies au sein des forces de sécurité zimbabwéennes* », a souligné Amnesty International.

Un avocat collaborant avec l'organisation issue de la société civile *Zimbabwe Lawyers for Human Rights* (Avocats du Zimbabwe pour les droits humains), qui a visité des cellules au commissariat central d'Harare a estimé

qu'elles étaient tellement surpeuplées que la santé des détenus était mise en danger. Les personnes appréhendées sont privées de nourriture et ne peuvent s'allonger pour dormir faute de place.

Dans la province du Manicaland, par exemple, la police a interpellé 130 agents délégués au scrutin et observateurs. À Murambinda, une ville de cette province, 27 observateurs du MDC et du ZESN ont été appréhendés et privés d'assistance judiciaire. Dans l'heure qui a suivi, 50 individus ont été arrêtés dans la ville de Mutoko, située dans la province du Mashonaland-Est, et de nombreux autres à Mabvuku, dans la banlieue de Harare.

« *L'arrestation de ces Zimbabwéens est motivée par des considérations politiques ; les autorités doivent relâcher les personnes détenues immédiatement, à moins de les inculper d'infractions prévues par la loi sur la base d'éléments probants* », a conclu Amnesty International.

### **Complément d'information**

L'élection qui a débuté le 9 mars 2002 a été marquée par des manœuvres d'intimidation à l'égard de sympathisants de l'opposition, et par le refus des autorités d'habiliter la grande majorité des observateurs électoraux issus d'organisations représentatives de la société civile à s'acquitter de leur tâche. Aux premières heures du jour, le 8 mars, des miliciens ont dressé illégalement des barrages routiers dans tout le pays pour empêcher le MDC de déployer ses agents délégués au scrutin, dans le cadre de ce qui semblait être une campagne orchestrée par le gouvernement. Amnesty International a reçu plusieurs informations faisant état d'agressions, qui se sont souvent soldées par de graves blessures.

D'après les informations recueillies, tandis que le processus électoral suivait son cours, des membres de milices favorables au gouvernement ont tenté d'empêcher de voter des sympathisants potentiels de l'opposition en les intimidant. Ainsi, à Karoi, deux hommes ont été battus pendant plus d'une heure par des miliciens, parce qu'ils avaient apparemment été conduits au bureau de vote de Tavoy Farm par un Blanc. Un autre homme, agent délégué au scrutin du MDC, a été enlevé à Karoi par des jeunes de la *Zimbabwe African National Union-Patriotic Front* (ZANU-PF, Union nationale africaine

---

du Zimbabwe-Front patriotique), le parti au pouvoir, au cours d'une pause déjeuner et roué de coups sur tout le corps, notamment sur la plante des pieds.

Bien que la Haute Cour ait ordonné que tous les bureaux de vote demeurent ouverts pour une troisième journée de scrutin lundi 11 mars, le gouvernement n'a ouvert que ceux d'Harare et de Chitungwiza, où les habitants étaient appelés à choisir leur maire et leur conseil municipal, outre le président de la République. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**